

TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

L'agriculture conventionnelle, un modèle à l'agonie

Le modèle d'agriculture conventionnelle a, sur le long terme, affaibli les ressources productives et les acteurs s'accordent sur le fait que l'urgence, pour le Sénégal, c'est de passer à l'agroécologie. Une transition qui, cependant, requiert un accompagnement étatique.



Si ces derniers jours, le calendrier électoral cristallise les attentions, la problématique de la sécurité alimentaire mérite autant d'intérêt, surtout qu'elle englobe l'un des piliers économiques du Sénégal : l'agriculture. Outre la guerre des chiffres récurrente autour de la production agricole (particulièrement celle de l'arachide), la faible productivité agricole actuelle est un sérieux handicap qui entrave la capacité du secteur à fournir des emplois adéquats. Pourtant, 53 % de la population active est issue du secteur agricole (rapport Initiative prospective agricole et rurale).

En outre, les ménages pratiquant l'agriculture de subsistance comptent parmi les plus vulnérables, face au problème de l'insécurité alimentaire. L'agriculture sénégalaise fait face à de nombreux défis ; c'est un fait.

Fort de ce constat, l'ensemble des acteurs (étatiques et non-étatiques) a élaboré une contribution aux politiques nationales pour une transition agroécologique au Sénégal. Cela, au travers de l'alliance DyTaeS (Dynamique pour une transition agroécologique au Sénégal), une dynamique née sous l'impulsion du président de la République qui, en mai 2019, a placé la transition agroécologique parmi les cinq axes majeurs du Plan d'action prioritaire de la deuxième phase du Plan Sénégal émergent (2019-2024).

A travers le PSE-Vert, il s'est engagé pour un Sénégal plus vert, garant du bien-être et de la sécurité des générations présentes et futures. Toutefois, cette volonté politique,

selon certains acteurs, se fait timide en termes de matérialisation.

En effet, le slogan "Produire ce que nous consommons" se heurte à des contraintes majoritairement d'ordre environnemental. Vu l'urgence que représente la situation agricole du Sénégal, les initiatives et le cadre réglementaire de cette transition doivent être, estiment-ils, renforcés. "Actuellement, il y a, sur le plan du discours, une volonté politique affichée et déclarée. C'est le président de la République qui a annoncé que le Sénégal va aller vers la transition agroécologique. Mais jusqu'à présent, cela reste au niveau du discours. Nous pensons qu'il doit y avoir une véritable synergie avec les acteurs de la société civile, les ONG et les organismes de développement. Nous pouvons, ensemble, définir une vision, des buts et objectifs, ainsi qu'une stratégie pour arriver au développement de l'agroécologie au Sénégal", soutient le coordonnateur de la Fédération nationale pour l'agriculture biologique (Fenab).

De multiples agressions

Du diagnostic de la DyTaeS, il ressort que le secteur est à la fois confronté aux changements climatiques, à la croissance démographique et à la dégradation des sols, de l'eau et des forêts. Les producteurs ont, donc, dans ces conditions, opté pour une intensification agricole qui, sur le long terme, a montré ses limites. En d'autres termes, l'agriculture conventionnelle a créé "une dépendance élevée aux intrants exogènes, une faible résilience face aux aléas climatiques et aux bio-agres-

seurs et une instabilité des rendements".

Pour les acteurs, le changement de paradigme s'impose et se matérialise par l'agroécologie, reconnue au niveau international comme un levier puissant pour rendre l'agriculture plus durable et plus résiliente face au changement climatique. "L'agroécologie n'est pas un retour vers l'agriculture traditionnelle : elle s'inspire des connaissances et des pratiques endogènes, tout en mobilisant les apports des sciences pour répondre de manière durable aux enjeux du XXI^e siècle", précise le document.

Remis au chef de l'État en janvier 2020, il rappelle que, dans les systèmes pluviaux de cultures du centre du Sénégal, les animaux d'élevage consommaient les résidus de culture et enrichissaient en retour la terre de leurs déjections. Aujourd'hui, ces systèmes ont perdu de leur cohérence, en raison du découplage agriculture-élevage et de l'exportation des pailles d'arachide vers les élevages urbains. De l'analyse de l'ancien ministre de l'Environnement Haidar El Ali, l'agriculture moderne ou conventionnelle a montré ses limites.

"On est entré depuis longtemps dans une dimension d'agriculture dont les rendements sont liés à des produits chimiques, qu'il s'agisse d'amender le sol ou de lutter contre les insectes. Ces pratiques à long terme finissent par tuer les sols. Ils sont en train être acidifiés et sont, dans la plupart du temps, pauvres à cause de la monoculture, de l'utilisation intensive des produits chimiques. Les terres n'ont plus de ren-

dements. Les rendements des sols sont dus à des mécanismes écologiques qui sont liés à la forêt, à la pluviométrie et à la qualité du sol. Mais aujourd'hui, quand on voit un ver dans le sol, le premier réflexe qu'on a, c'est de le tuer. Or, il joue un rôle important, car il transforme les matières organiques en nutriments pour le sol. Tout est lié", détaille-t-il.

La volonté politique est, de son point de vue, réelle, car les efforts sur le terrain se multiplient (exemple du nombre de surfaces cultivées dans le Nord). Pour le directeur de l'Agence nationale de la reforestation et de la grande muraille verte, "la politique enclenchée va tendre vers une autosuffisance alimentaire qui se matérialise sur le terrain par de grandes surfaces cultivées. En tant qu'écologiste, ajoute-t-il, notre préoccupation est de rendre durable l'agriculture. Qui dit durabilité ne dit pas manque de rendements, au contraire. Quand le sol est vivant et riche, il produit plus et quand on produit avec un sol biologiquement sain, ce qu'on mange est bon pour la santé. Cependant, quand on ingère des pesticides, il faut s'attendre à des répercussions sur la santé. Malheureusement, de plus en plus de produits chimiques interdits sont vendus à la sauvette".

"Le modèle de développement industriel est dans l'impasse"

Les systèmes agricoles doivent normalement fournir de la nourriture saine, en quantité suffisante et accessible économiquement pour les populations. Or, la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Sénégal est précaire et a tendance à se dégrader, non sans conséquences. Entre 2014 et 2017, la malnutrition chronique est passée de 13 à 17 %.

L'impératif de production est d'autant plus urgent que la population sénégalaise est en augmentation rapide. Elle devrait atteindre 25 millions d'habitants en 2025, contre 15 millions en 2018. Or, cet impératif de production tel que pratiqué aujourd'hui, ne place pas l'humain au cœur du dispositif. Un fait qui inquiète le coordonnateur de la Fenab.

"Aujourd'hui, le Sénégal gagnerait à se tourner vers l'agroécologie, parce que le modèle de développement industriel adopté partout dans le monde et suivi par notre pays, est dans l'impasse. Ce modèle a fini de polluer nos mers, nos eaux, de dégrader nos terres, de réduire nos populations d'oiseaux, d'abeilles et de crapauds, à fini simplement de réduire la biodiversité végétale et animale. Toutes les productions ont été plombées et en même temps, par rapport à la nutrition, beaucoup de maladies sont apparues. C'est une agriculture qui a seulement visé la production et la productivité sans se soucier des conséquences des produits que l'humanité, les animaux et l'environnement consommaient. Résultat : l'environnement est dégradé et en même temps, nous sommes dans une période de changements climatiques", explique Ibrahim Seck.

Il est convaincu, les choses ne sont plus les mêmes. "Nous n'avons plus le droit de faire comme on faisait auparavant. Nous devons développer d'autres systèmes de produc-

tion agricole beaucoup plus résilients, qui vont permettre l'adaptation et permettre aux exploitations familiales de pouvoir produire, d'une manière durable, des aliments sains qui contribuent à la santé de l'homme, de l'animal et des écosystèmes. C'est pourquoi, l'agroécologie est le modèle le plus approprié pour le Sénégal. Car il va, en même temps, participer à la séquestration du carbone du sol et limiter les gaz à effet de serre. C'est un puissant moyen de résilience d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques", plaide le Thiessou.

Cependant, plusieurs défis sont à prendre en compte pour pouvoir réaliser cette transition agroécologique. "Il y a des défis énormes, poursuit-il. Je peux citer l'accaparement des terres. Nous souhaitons que les populations (exploitations familiales) puissent jouir de leurs terres et que ces terres ne soient pas accaparées par l'urbanisme ou par les industries minières. À cela s'ajoute le défi de la connaissance. En agroécologie, la base fondamentale, ce sont les connaissances endogènes, celles de nos parents qui ont développé au cours des siècles des pratiques endogènes et des valeurs qui constituent notre identité culturelle. Voilà ce que nous devons copier", souligne Ibrahim Seck.

Selon lui, au-delà de ces connaissances endogènes, il y a des technologies modernes qui peuvent pour le développement de l'agroécologie. Les deux combinés nous donnent véritablement un potentiel extrêmement important. Un autre défi, c'est l'emploi des jeunes. Nous pensons que l'agroécologie dans le monde rural pourrait absorber une très bonne partie de ces jeunes en quête d'emploi. Le milieu qui peut compter le plus d'emplois verts au Sénégal, c'est le monde rural, par le biais de l'agroécologie". Au nom de la Fenab, il propose un partenariat gagnant-gagnant entre le public et le privé.

"L'agroécologie est un projet de société"

L'économie sénégalaise est dominée par les activités des secteurs agricole et informel. Ils génèrent plus de 80 % des emplois traditionnels et auto-emplois. Dans son dernier rapport sur la situation économique et sociale du Sénégal, l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) a révélé que le secteur agricole contribue à hauteur de 9,4 % au PIB national et représente 65,5 % de la valeur ajoutée du secteur primaire (agriculture, élevage et pêche). Toutefois, le taux de croissance du secteur agricole est ressorti à 9,1 % en 2018, contre 16,1 % en 2017. Or, la majorité de la population active du secteur primaire se trouve dans l'agriculture.

Par ailleurs, les systèmes agricoles et d'élevage demeurent fragiles et coexistent de plus en plus difficilement, en raison de la pression foncière et des multiples transformations en cours dans les territoires telles que la salinisation des nappes et des sols. Or, ces déséquilibres sont dus par des processus globaux sur lesquels l'agriculture locale n'a aucune prise. Il s'agit des mutations démographiques, de l'urbanisation rapide, du changement climatique

ou encore de l'exploitation minière. Les populations rurales qui dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles pour leur sécurité alimentaire, paient un lourd tribut à cette dégradation généralisée de leur environnement.

L'alternative durable apparaît une fois de plus comme un impératif. "Nos recommandations vont à l'encontre des producteurs. Nous savons que beaucoup n'ont pas encore publié les pratiques endogènes, les pratiques de nos parents chargées de valeurs et d'identité culturelle. L'agroécologie n'est pas seulement un système de production agricole. C'est à la fois un projet de société avec une dimension culturelle, sociale, économique, écologique et politique. Il faut aller vers ce projet de société pour arriver au développement durable qui promeut l'épanouissement des populations. La recommandation fondamentale, c'est que les populations, au niveau des exploitations familiales et des terroirs des zones agroécologiques, puissent changer de paradigme et aller vers un système beaucoup plus résilient et durable. Il faudrait que l'Etat définisse une politique agricole d'une manière participative, inclusive et concertée. Cela doit se faire à court, moyen et long terme. C'est le rôle de l'Etat d'impliquer l'ensemble des partenaires au développement et pren-

dre en compte l'agroécologie dans ses politiques publiques, ses plans d'investissement et dans ses projets et programmes", indique M. Seck.

De son côté, le responsable de l'Agence nationale de la reforestation insiste sur la conscience citoyenne. "Je pense que le plus important, c'est une conscience citoyenne. Les gens doivent se rendre compte que la terre est un organisme vivant qui peut mourir. On est toujours en admiration, lorsqu'on voit à la télé une fusée aller sur Mars ou sur notre smartphone, parce qu'on a accès au monde grâce à Internet. Mais jusqu'à présent, on reconnaît que c'est le mangier qui donne la mangue. Et lui, il n'a besoin que de la terre, de l'eau et du soleil. On est concentré sur la vie virtuelle, alors que le réel est en train de disparaître. Il faut lutter contre cela ; les gens doivent se réveiller et prendre conscience de la vraie vie qui nous entoure au quotidien", défend Haïdar El Ali.

Quant à la DyTas, elle appelle à la construction d'une politique intégrée et holistique, reposant sur une intervention coordonnée dans plusieurs secteurs et capable de prendre en compte le caractère multidimensionnel et transversal de la transition agroécologique. Une telle politique pourrait être orientée autour de quatre axes essentiels : l'amélioration et la sécurisation des bases produc-

tives, l'accroissement durable de la productivité et des productions agrosylvo-pastorales et halieutiques ; la promotion des produits issus de l'agroécologie dans les chaînes de valeur et l'amélioration de la gouvernance et du financement pour une transition agroécologique à grande échelle.

Toutefois, selon certains producteurs, un problème de rentabilité se pose, avec la pratique de l'agroécologie. Une allégation balayée du revers de la main par l'environnementaliste. "Si vous posez la question à un vendeur de produits chimiques, il vous dira, évidemment, que ce n'est pas rentable. Qu'est-ce qu'on entend par rentabilité ? Est-ce simplement une rentabilité de production ou une rentabilité qui prend en compte et la production et la qualité de vie ? Dans le premier cas, il s'agit d'une croissance, mais cette croissance ne peut être éternelle dans un environnement qui, lui, a des limites. De plus en plus, les gens sont conscients que les produits chimiques dégradent les sols. Les propriétaires de ferme s'en sont rendu compte. C'est le cas avec, par exemple, la culture de pomme de terre. Sa conservation avec l'agroécologie peut aller jusqu'à cinq mois. C'est tout le contraire dans le cadre de l'agriculture conventionnelle. Les produits pourrissent vite et n'ont pas de qualité nutritionnelle". ■

Les initiatives du ministère

En termes d'action, le ministère de l'Environnement et du Développement durable multiplie les initiatives allant dans le sens de la conservation de la biodiversité et des moyens d'existence durables des populations.

En effet, l'Etat du Sénégal a désormais neuf nouvelles forêts classées, depuis début mars 2022, réparties dans les régions de Kaolack, Matam, Tambacounda et Sédhiou. Une première depuis 1968. Ces forêts classées s'inscrivent dans le cadre du PSE-Vert et de la réalisation du projet continental de la Grande Muraille verte.

Les forêts classées, selon le ministre Abdou Karim Sall, contribuent à inverser la dégradation des sols et à lutter contre le changement climatique, à travers l'atténuation de ses effets et la séquestration du carbone. Ce sont au total 84 726 hectares de forêts qui viendront renforcer le classement.

La tutelle et les acteurs s'accroissent sur le fait que l'économie rurale repose sur un secteur primaire et sur des ressources naturelles qui sont dans une situation relativement précaire. Une situation à des agressions résultant de facteurs naturels, d'actions an-

thropiques liées à la poussée démographique à l'urbanisation, à la conversion de terres pour des besoins économiques et des effets adverses des changements climatiques.

De ce fait, les pressions liées qui s'exercent sur l'environnement et en particulier sur les formations naturelles sont nombreuses et variées. Ces facteurs ont eu pour conséquence l'intensification des phénomènes d'érosion, l'appauvrissement des terres, la baisse des rendements agricoles, contribuant ainsi à exacerber la pauvreté en milieu rural et à engendrer l'exode et la migration des couches sociales les plus actives.

A en croire le ministre, "la transition agroécologique est l'une des priorités nationales". Et par ce programme, le Sénégal compte consacrer plus d'efforts à la sauvegarde des écosystèmes, à travers le reboisement et la lutte contre la déforestation. Un plan qui inclut l'implication des élus locaux, qui, le 15 avril dernier, ont validé les cadres de concertation sur la Grande Muraille verte.

Cependant, ils insistent sur la cotation de moyens adéquats et suffisants pour remplir leur part de contrat, surtout que l'environnement est désormais une compétence transférée. ■

OUMAR BA (PRÉSIDENT DU RÉSEAU DES VILLES ET COMMUNES VERTES ET ÉCOLOGIQUES DU SÉNÉGAL)

"L'agriculture conventionnelle, c'est comme un lutteur qui fait du dopage"

De l'avis du maire Oumar Ba, l'agriculteur fait des économies en optant pour l'agroécologie. Le maire de Ndiob, dans le département de Fatick, et Président du Réseau des villes et communes vertes et écologiques du Sénégal, invite à une prise de conscience collective sur les dangers que représentent les produits chimiques utilisés dans l'agriculture conventionnelle.

Votre réseau fait partie de la Dynamique pour une transition agroécologique au Sénégal (DyTas). Comment œuvrez-vous concrètement en faveur de ce changement de paradigme ?

Nous travaillons pour la promotion de l'agroécologie au Sénégal, dans nos territoires respectifs. La base productive la plus importante, c'est le sol ou encore la qualité du sol. Donc, s'il y a une baisse forte de qualité des sols, il y a une baisse des rendements, quel que soit l'engrais chimique qu'on va ajouter. Et il y aura ainsi un chemin de non-retour. De ce fait, nous essayons de promouvoir l'agroécologie, en veillant à la restauration de la fertilité du sol. Ce qui nous amène à l'agroécologie qui n'utilise pas de produits chimiques, ni des engrais ou des pesticides chimiques de synthèse. Ces produits contribuent à la détérioration de la qualité du sol. Même si, à un moment donné, la production est bonne et le sol fertile, ce n'est pas durable, car la fertilité va baisser progressivement et on va utiliser encore plus d'engrais. Actuellement, nous sommes en train de passer à l'échelle. C'est le cas dans la commune de Ndiob où on est en train de travailler à ce que l'agroécologie soit



adoptée par des villages entiers. Aujourd'hui, on expérimente à l'intérieur des villages. L'objectif, d'ici deux à trois ans, est que toute la commune de Ndiob puisse adopter ce mode de production comme option de développement rural. Si on se rend compte que tous les paysans font un rendement, je crois que c'est une manière d'inciter d'autres communes à s'approprier l'agroécologie.

Nous nous attelons aussi à la formation des acteurs. Par l'exemple, à Ndiob, l'année dernière, nous avons formé plus de 400 producteurs pour leur démontrer que ce que nous disons est faisable.

L'intérêt de passer le cap se situe, selon vous, à quel niveau ?

L'agroécologie favorise l'autonomisation du paysan. Là où il doit acheter de l'engrais chimique, nous lui apprenons à faire son propre compost, à partir des bouses de vaches, des feuilles des arbres, des eaux et des déchets des animaux. Tout cela contribue à faire du compost pour fertiliser son sol. Ça contribue également à restaurer la fertilité du sol et c'est durable. Plus on le fait, plus le sol gagne en qualité et s'améliore. Chaque année, le sol se bonifie avec l'apport de l'engrais organique et

cela ne coûte pas de l'argent. Le paysan peut le faire à partir des matériaux qu'il trouve dans son environnement.

Pour d'aucuns, la rentabilité de cette alternative ne serait pas mise...

Quand on prend un paysan d'un village déterminé, qui fait son propre compost et, de manière autonome, fait sa production, ne dépend pas d'argent pour acheter des produits chimiques, on peut parler de rentabilité. Aussi, la rentabilité doit être perçue au sens large. Le paysan fait une forte production chaque année et dans deux ou trois ans, il fait face à une baisse de la fertilité du sol où je ne peux plus avoir de rendements. L'agriculture conventionnelle, c'est comme un lutteur qui fait du dopage. Il est costaud au début, mais trois ans plus tard, on va constater qu'il commence à dépérir ou à manifester certaines maladies.

Donc, dans l'immédiat, les produits chimiques vont augmenter le rendement, mais ce ne sera pas le cas dans la durée. La rentabilité doit aussi être évaluée en termes de durabilité. L'autre élément qu'on doit intégrer dans l'analyse de la rentabilité, c'est la santé des populations. Aujourd'hui, par exemple, dans la zone des Niayes, il y a beaucoup de pesticides chimiques ainsi que l'excès d'utilisation de l'engrais chimique de synthèse. Ce sont des produits cancérigènes qui nuisent à la santé des consommateurs. La rentabilité doit être perçue du point de vue des dépenses du producteur, également dans la durabilité et d'un point de vue sanitaire. On doit donc sommer des produits sains qui ne sont pas cancérigènes. Donc, c'est tout un ensemble qu'on doit analyser.

Pensez-vous que l'Etat du Sénégal est véritablement engagé pour accompagner cette transition ?

Je pense qu'il y a une très forte volonté politique d'accompagner l'agroécologie, car le président de la République, dans le PSE-Vert, en fait le quatrième axe de son programme. Aussi, le ministre de l'Agriculture a décidé, cette année, de consacrer 10 % de la subvention d'engrais aux producteurs qui utilisent l'engrais organique, puis qu'avant, nous n'étions pas agréés. Les producteurs travaillant avec l'engrais organique ne pouvaient pas bénéficier de la subvention de l'Etat. C'est vraiment nouveau et révolutionnaire que le ministre décide d'élargir l'option des bénéficiaires. Je pense que c'est un acte politique fort. Il s'y ajoute maintenant tous les efforts qui sont faits en matière de reforestation et d'amélioration de la biodiversité.

Des recommandations ?

Je lance un appel à tous les agriculteurs, les acteurs à la base, les paysans afin qu'ils puissent retourner à l'agriculture sa première fonction, à savoir la fonction nourricière. On doit d'abord se nourrir, produire pour que le paysan, dans son village, par sa production agricole, la diversification de son agriculture, puisse produire ce qu'il faut pour vivre (de l'arachide, du niébé...). C'est avant tout cela la fonction de l'agriculture.

Maintenant, si on appuie trop sur la rentabilité, la commercialisation et le revenu, on est en train de se perdre, car c'est cette recherche de revenus à outrance qui amène les uns et les autres à utiliser des produits toxiques. Ma recommandation, c'est vraiment d'appeler à une prise de conscience et que tous les acteurs qui s'activent dans l'agroécologie puissent s'unir et échanger des expériences pour pouvoir aller de l'avant. ■